

Question 1 :

Il faut relativiser les effets du « signal tarifaire » du TURPE.

Rappelons-nous qu'à l'époque des tarifs intégrés, qui cumulaient pourtant le « signal tarifaire » de la production et celui de l'acheminement, et naturellement à l'exclusion des chauffe-eau à fonctionnement automatique, le « signal tarifaire » avait un impact très limité sur le comportement des usagers :

- Particuliers et tertiaire qui ne comprenaient pas le fonctionnement,
- Professionnels et entreprises qui privilégiaient l'organisation de leur *process* à des économies secondaires.

Par ailleurs, il est à craindre que les effets du signal d'optimisation des réseaux ne viennent en opposition avec les effets du signal d'optimisation de la production.

Enfin, nombre de consommateurs ne tiendront pas compte du « signal tarifaire » :

- Parce qu'il ne représente que peu dans leur budget (résidentiel) ou dans leur chiffre d'affaires (professionnel),
- Parce qu'ils auront signé avec leur fournisseur un prix complet comprenant acheminement, énergie et taxes.

Question 2 :

Deux autres enjeux devraient être pris en considération :

- La commercialisation : un fournisseur se doit de proposer à ses clients des formules de prix simples et compréhensibles, comprenant énergie, acheminement et taxes, et ne peut prendre de risques l'engageant sur le profil de consommation de son client. Il ne peut introduire de formules complexes, avec des clauses de transparence et de sauvegarde basées sur un comportement. De l'autre côté, le client fera une comparaison de prix entre les fournisseurs sur des formules simples (au mieux : partie fixe + partie proportionnelle), mais ne pourra comparer sur des formules complexes ;
- Les économies d'énergie : un client averti veut savoir combien lui rapportera en € tel ou tel investissement en € ; il doit donc être à même de savoir exprimer en € des économies en kWh. Pour cela, il lui faut pouvoir lire le prix proportionnel en un coup d'œil sur sa facture. Cela permettra d'éviter nombre de publicités mensongères.

Pour ces deux points, la simplification extrême des tarifs d'acheminement est une nécessité.

Question 3 :

Tout le problème est que les pointes de consommation ne sont pas identiques en production et en acheminement : la pointe de production nationale est l'amalgame par exemple de consommations professionnelles liées au process ou à l'éclairage, et de consommations domestiques ; au contraire, un distributeur qui doit gérer sur un secteur la pointe d'une zone industrielle, et sur un autre que la pointe résidentielle, doit gérer pointes ; pourra-t-il appliquer des tarifs différents sur ces deux zones ?

Question 4 :

Oui.

Question 5 :

Non.

Question 6 :

Un autre point devrait être mis en valeur, celui de la pérennité.

Nul ne sera motivé pour investir pour diminuer son coût d'acheminement s'il n'est pas sûr de pouvoir rentabiliser son investissement. Ainsi de nombreux exemples sont à noter avec les dégrèvements faits aux électro-intensifs, qui perturbent des investissements, nul ne sachant sur quelle base calculer leur rentabilité.

Question 7 :

En complément, il faut préciser qu'une tarification limitée à la puissance est difficile à appliquer, le fonctionnement des limiteurs de puissance ou des enregistreurs de puissance n'étant pas assez précis et souvent trop facilement corrompibles pour être la base d'une facturation, contrairement aux compteurs peu contestables.

Question 8 :

Cette construction va à l'encontre de la « lisibilité » pourtant mentionnée en 4.1.1.

Combien de consommateurs, quelque soit leur segment de consommation, comprennent-ils la courbe concave ? Combien savent-ils l'utiliser pour calculer leurs économies de TURPE ?

Dans de nombreux pays, une formule binôme (partie fixe et partie proportionnelle) unique est appliquée, elle est facile à gérer pour tous et largement suffisante.

De nombreux investisseurs étrangers sont rebutés par la complexité de nos habitudes.

Question 9 :

Ne pas oublier que les consommateurs BT ne savent pas pour la plupart ce qu'est une puissance souscrite !

Question 10 :

Sans opinion.

Question 11 :

Pour des questions de lisibilité, cela ne paraît pas souhaitable.

Question 12 :

Oui.

Les tarifs HTB2 pourraient d'ailleurs être fusionnés avec les tarifs HTB3, au nom de la simplicité, et au vu du petit nombre de clients.

Question 13 :

Il faudrait examiner combien de clients sont susceptibles de faire évoluer leur consommation, fonction de leur coût d'acheminement.

Rappelons que pour ces clients, l'influence du prix de l'énergie est très largement prépondérante sur les coûts d'acheminement.

Question 14 :

Non, la simplicité étant primordiale.

Question 17 :

Encore une fois, ne pas oublier que les consommateurs BT ne savent pas pour la plupart ce qu'est une puissance souscrite !

Question 18 :

Il est peu probable qu'il y ait une réaction significative à une disposition par nature éphémère.

Questions 21 à 29 :

(Voir question 1)

Question 30 :

Oui.

Questions 31 à 41 :

Toute aggravation des charges liées à l'injection dans un pays est pénalisante pour l'industrie de la production électrique.

Toute aggravation des charges liées au soutirage dans un pays est pénalisante pour le reste de l'industrie.

En conséquence, il faut valider préalablement (par exemple par l'ACER) que tous les pays d'une même zone interconnectée pratiquent la même politique, avec des montants comparables.

Question 42 :

Concernant les producteurs EnR, il faut rappeler :

- que l'installation est fixée par les SRCAE, et leur corollaire le S3REnR,
- que la production est indépendante de la volonté de l'exploitant,
- que leur effet sur le soutien du réseau, fonction des conditions climatiques, ne peut être garanti.

Ainsi on voit mal l'influence d'une tarification zonale de l'injection, si ce n'est un effet d'aubaine pour certains.

Une régionalisation des appels d'offres (ou une prime dans la comparaison des offres) pourrait par contre être envisagée.

Concernant les producteurs non-EnR :

- compte tenu du faible nombre d'installations projetées, un effet sensible sur l'implantation des producteurs n'est pas réaliste ;
- seule pourra être considérée une modification du *merit order* d'appel des groupes de production.

Sauf timbres d'injection très différents en + ou en -, l'influence d'une tarification zonale de l'injection sera très limitée.